Travailleurs détachés : Valls et Sapin en visite au terminal méthanier de Dunkerque pour vérifier leur situation administrative… Un salarié ferait trop d'heures MàJ

20/12/2013 à 14h39
Addendum du 20.12.2013 :

Les deux ministres du Travail et de l'Intérieur réunis au terminal méthanier pour une visite matinale. L'opération, organisée en partenariat avec le Comité opérationnel départemental antifraude (CODAF), et les services de l'URSSAF, de l'Inspection du travail et la police de l'air et des frontières, **a duré deux petites heures au cours desquelles 974 salariés du chantier présents ont été contrôlés.** L'objectif de la visite affiché par l'entourage du ministre du Travail : « *contrôler les conditions de détachement* » des ouvriers.

En bref, vérifier si les travailleurs dits « détachés », employés par des entreprises étrangères sous-traitantes, sont bien en règle et traités correctement afin de lutter contre le travail dissimulé et le dumping social. Ce dernier avait été dénoncé la semaine dernière par les représentants syndicaux de SPIE et Cegelec qui regrettaient qu'un important appel d'offres ait été livré à une entreprise italienne.

L'inspection du travail a interrogé les ouvriers à tour de rôle, les questionnant sur leur identité, le nom de leur employeur, leur contrat de travail (durée, nombres d'heures

par semaine, salaires, frais et conditions d'hébergement)… **Des traducteurs roumains, portugais, italiens et espagnols avaient fait le déplacement.** Sur les 1 240 employés, « ***31 % des travailleurs sont français*** », avait annoncé Marc Girard, président de Dunkerque LNG, la filiale d'EDF chargée de mener le projet, lors de la réunion publique sur le terminal méthanier menée à la chambre de commerce jeudi soir.

> *Jeudi, 45 % des 974 travailleurs contrôlés étaient d'origine étrangère. Et près des 55 % d'entre eux travaillaient pour une entreprise étrangère…*

Jeudi, **l'un des salariés déclarait que son salaire ne correspond pas aux 48 heures effectuées par semaine. L'inspection du travail a constitué un dossier.** « *Les vérifications prennent du temps car il faut ensuite s'adresser à l'entreprise étrangère qui l'emploie* », indiquait une inspectrice…

Les représentants syndicaux des différentes structures ont eu la parole. Une déléguée CFE-CGC de l'entreprise SPIE, mobilisée la semaine dernière pour dénoncer le dumping social – le recours à des entreprises employant de la main-d'œuvre sous-payée –, et présente devant le site lors du contrôle hier matin **s'est étonnée de « *ne pas voir les bus de sociétés européennes lors du contrôle. Ils sont ensuite revenus vers midi* ».** En précisant : « *On ne reproche pas aux entreprises étrangères d'investir chez nous, mais les conditions de travail.* »…La voix du Nord

---

Les ministres ont assisté à un contrôle organisé afin de voir si le code du travail et les directives européennes étaient appliqués.

Les ministres du Travail et de l'Intérieur Michel Sapin et Manuel Valls se sont rendus jeudi matin au terminal méthanier de Dunkerque (Nord), où la forte proportion d'ouvriers étrangers a fait débat ces dernières semaines. À l'origine programmé comme une visite surprise **pour procéder à des contrôles**, ce déplacement a finalement été dévoilé la veille, notamment par un conseiller municipal de Dunkerque, Philippe Eymery (FN).

Arrivés peu après 9 heures sur le chantier du terminal méthanier dans la commune de Loon-Plage, près de Dunkerque, **les ministres devaient assister à un contrôle qui se voulait inopiné, malgré les fuites de la veille**, sur les conditions du détachement des salariés détachés qui travaillent sur le chantier. "Il s'agit de voir si le code du travail, les directives européennes sur le détachement sont bien appliqués", a expliqué l'entourage de Michel Sapin….

Sur les 1 223 salariés travaillant à sa construction, 59 % sont étrangers (53 % issus de pays européens, 6 % hors Europe), 30 % viennent du Nord/Pas-de-Calais et 11 % du reste du pays, selon des chiffres d'EDF et du FN. Le chantier du terminal méthanier de Dunkerque, le deuxième plus gros projet industriel de France selon EDF, a commencé en octobre 2012.

Le Point